

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Le FN passé à l'acide du mouvement social

- Politique -

Date de mise en ligne : mercredi 8 juin 2016

Démocratie & Socialisme

Le mouvement social contre le projet de loi El Khomri passe à l'acide les contradictions du Front national. Le parti d'extrême droite affirme s'opposer au projet de loi, mais en même temps, il n'a pas de mots assez durs pour qualifier la CGT, l'un des syndicats les plus en pointe, en actes et pas seulement en paroles, contre le projet de loi El Khomri.

Florian Philippot, le 30 mai, ne savait pas quoi répondre à Jean-Jacques Bourdin quand ce dernier lui demandait si, à la place d'un salarié d'une raffinerie, il ferait grève. Le vice-président du FN bafouillait « *Je ne sais pas* ».

Le FN utilise à l'égard de la CGT le même registre de vocabulaire que le Medef et que Manuel Valls

Le Medef et le gouvernement soutiennent le projet de loi du gouvernement de Manuel Valls et son fondement, l'inversion de la hiérarchie des normes. Le FN prétend combattre ce projet de loi. Tous, cependant, sont d'accord pour crier « haro » sur la CGT.

Pierre Gattaz est celui qui va le plus loin en déclarant : « *faire respecter l'État de droit, c'était faire en sorte que les minorités qui se comportent un peu comme des voyous, comme des terroristes, ne bloquent pas tout le pays* ». Manuel Valls proteste en affirmant : « *La CGT est une grande organisation que nous respectons (...), tous ces mots sont à proscrire* ». Mais quelques jours auparavant, le 24 mai, le même Manuel Valls avait accusé la CGT de « *prendre en otage* » les Français et l'économie. « *Terroristes* », « *Prise d'otages* » : le registre de Manuel Valls n'est guère différent de celui de Pierre Gattaz. Marine Le Pen se situe dans le même répertoire : « *Bien sûr, certains syndicalistes, qui ne représentent qu'eux-mêmes, (...) portent une lourde responsabilité dans le chaos que connaît aujourd'hui le pays* ».

Le FN affirme s'opposer au projet de loi travail

Marine Le Pen déclarait dans un communiqué du 25 mai : « *La loi El Khomri n'est pas la feuille de route du gouvernement, c'est la feuille de route de Bruxelles* ». Elle ajoutait que Bruxelles « *exige la précarisation, la dérégulation du travail* » et terminait en affirmant : « *Je demande au gouvernement de retirer immédiatement la loi travail...* »

Le secrétaire général du FN, Nicolas Bay, assurait sur le site du Front national, le 27 mai, que les blocages étaient « *une conséquence de l'obstination anti-démocratique du gouvernement à travers l'utilisation, désormais à répétition, du 49-3. En pleine dérive autoritaire, François Hollande et Manuel Valls portent une écrasante responsabilité dans le désordre actuel* ». Entendre ce dirigeant du Front National condamner la « *dérive autoritaire* » du gouvernement actuel ne manquait pas de sel : les 21 premières pages du programme de Marine Le Pen en 2012 étaient placées sous le signe de l'« *autorité de l'État* » et de l'« *État fort* ». Il ajoutait que « *cette loi fragilise les salariés* » et qu'il s'agissait d'« *une loi dont personne ne veut et dont le retrait s'impose* ».

Quant au député Gilbert Collard, il affirmait, à la tribune de l'Assemblée nationale, que la loi travail ferait de l'entreprise « *une communauté inhumaine* » et soulignait que c'était « *la loi qui libère, la liberté qui opprime* ».

Le FN Jeunesse, de son côté, demande le retrait du projet de loi qui « *promeut des employés jetables* ».

Pourquoi le FN s'oppose-t-il au projet de loi El Khomri ?

Le Front national est effrayé à l'idée de se couper de son électorat qui, à 78 %, estime que les manifestations et les grèves sont justifiées. Il sait également, que 79 % des ouvriers et 78 % des employés sont contre ce projet de loi et comme le FN se prétend « le premier parti ouvrier de France », que peut-il faire d'autre ? Il essaie donc de trouver un équilibre, instable, en condamnant le projet de loi et en s'attaquant, comme Pierre Gattaz et Manuel Valls, à la CGT.

Il ne faut pas chercher, cependant, dans les déclarations des dirigeants du FN, une analyse du contenu du projet de loi El Khomri. Jamais ils n'expliquent le contenu des articles du projet de loi qui fragilisent les salariés ou comment le travail est dérégulé, selon les termes employés par Marine Le Pen. C'est un terrain sur lequel le FN refuse absolument de s'aventurer : cela pourrait donner des idées à ses électeurs.

Les attaques contre la CGT

Marine Le Pen et Nicolas Bay s'attaquent à la CGT « *minoritaire* », qui ne représenterait que « 2,6 % des salariés ». Avec le même type de critère (le nombre d'adhérents en pourcentage du corps électoral), le FN ne représenterait, au mieux, que 0,2 % du corps électoral de notre pays. Aux élections professionnelles, la CGT atteint un score de 23,1 % des suffrages, ce qui en fait la 1ère organisation syndicale française.

Là encore, le FN est fidèle à ce que la classe dominante a toujours exigé de l'extrême droite : s'attaquer aux organisations du salariat indépendantes du patronat et, en premier lieu, aux syndicats.

La réforme de la représentativité syndicale a, aujourd'hui, cette fonction pour le FN. Sous prétexte de « liberté syndicale », il veut empêcher que le premier tour des organisations professionnelles soit réservé, comme aujourd'hui, à des syndicats indépendants de l'employeur. Le but du FN est de promouvoir des syndicats jaunes, dépendants du patronat. Un rêve pour le Medef et un retour au vieux rêve corporatiste de toute organisation d'extrême droite.

Pour le FN, le Medef est intouchable

Jamais, dans leurs déclarations, toutes plus martiales les unes que les autres, les dirigeants du FN ne s'en prennent au Medef. Ils ne peuvent pourtant ignorer que c'est cette organisation patronale qui a tenu la plume du gouvernement Valls pour écrire le projet de loi. Les dirigeants du Front national condamnent la Commission de Bruxelles, mais se gardent bien d'égratigner le Medef. Pourquoi font-ils semblant de ne pas comprendre que la Commission européenne est une institution qui défend, bec et ongles, les intérêts du Medef et des autres patronats des Etats de l'Union européenne ?

Nicolas Bay affirme dans son communiqué que le projet de loi « réussit l'exploit de voir communier dans son refus la CGT et le Medef ». Mais il réserve ses attaques à la seule CGT, et ne s'interroge pas sur le jeu de rôle joué par Pierre Gattaz et Manuel Valls pour faire accepter une loi dictée par le Medef. Fidèle en cela à la tradition de l'extrême droite qui, au pouvoir, a toujours été la fidèle exécutrice des exigences du grand patronat, le FN se garde bien de la moindre critique envers le Medef.

Le Front national met en avant les intérêts des PME-TPE. On retrouve là toute la nostalgie du FN pour la petite bourgeoisie qui, dans les années 1930, était la base sociale de l'extrême droite ou, dans les années 1950, celle du mouvement de Pierre Poujade.

Le FN fait mine d'ignorer que les TPE-PME ont toujours été le bouclier derrière lequel se camoufle le Medef pour perpétrer ses mauvais coups contre le salariat. Il suffit de lire les articles 29 bis et 30 du projet de loi El Khomri pour s'en convaincre. Sous prétexte de « *Faciliter la vie des TPE et PME...* » (C'est le titre du chapitre 1er du titre IV du projet de loi El Khomri), ce sont les salariés de ces entreprises qui pourraient être jetés dehors, si l'entreprise affiche un seul trimestre de recul de son chiffre d'affaires ou de son carnet de commandes. Les PME de moins de 50 salariés pourraient programmer les licenciements qu'elles projettent de réaliser en passant des provisions annuelles qui viendraient en déduction de leur bénéfice imposable.

Le FN « oublie » également que 42 % des salariés des PME sont employés par des PME dépendantes des grands groupes [1]. Dans ce cas, toutes les baisses de cotisations sociales ou d'impôts de ces PME, réclamées par le Front national, finiront dans les caisses des grands groupes. Le FN se garde bien d'évoquer cette réalité pour, surtout, ne pas s'opposer aux intérêts du Medef.

Confrontées au mouvement social, les contradictions du FN s'aiguisent

Marine Le Pen, Florian Philippot, Nicolas Bay affirment s'opposer au projet de loi El Khomri pour tenter de coller à ce que souhaite leur électorat. Marion Maréchal Le Pen affirme, au contraire, que « *la réforme du droit du travail est une partie de la solution* » et précise : « *Je trouverais dommage de passer à côté de l'opportunité de prendre des mesures qui puissent aller dans le sens des aspirations des entreprises* ».

Le FN prétend défendre des intérêts qui sont complètement contradictoires. D'un côté, il défend ceux des TPE et des PME, en prônant la baisse des cotisations sociales et de la fiscalité de ces entreprises. De l'autre, il prétend défendre les salariés qui feraient les frais de ces baisses puisqu'ils seraient obligés de souscrire des contrats d'assurance privée pour pouvoir se soigner ou espérer une retraite décente et subiraient ainsi une baisse brutale de leur pouvoir d'achat.

D'un côté, il prétend protéger les intérêts des salariés. De l'autre, il cherche à supprimer les syndicats indépendants du patronat, les seuls à pouvoir assurer leur défense.

Marine Le Pen essaie de recoller les morceaux en utilisant la potion magique du FN : l'islamophobie. Le 13 mars sur RTL, la présidente du FN condamnait avant tout le projet de loi El Khomri parce qu'il ouvrait « *la porte au communautarisme* ». Certes, elle n'allait pas aussi loin que Riposte Laïque qui écrivait le 8 mars : « *La loi de la musulmane El Khomri instaure le communautarisme dans l'entreprise...* », mais on sentait bien que le cœur y était. Marine Le Pen s'en prenait, alors, à l'article 6 des principes énoncés par la commission Badinter. Sans même discuter le fond de son argumentation et de la laïcité identitaire qu'elle prétend promouvoir, il suffit de savoir que les 61 principes qui devaient être inscrits dans le préambule du projet de loi El Khomri, ont été supprimés par la commission des Affaires sociales de l'Assemblée nationale. Il faudra donc que Marine Le Pen trouve autre chose pour tenter de rabibocher les partisans et les adversaires du projet de loi El Khomri au sein du Front national.

L'approfondissement du mouvement social obligerait le FN à choisir son camp ou à perdre une partie de sa base sociale : les salariés ou les patrons des TPE-PME.

Le FN passé à l'acide du mouvement social

Une politique de gauche menée par François Hollande aurait eu le même effet et aurait permis à la gauche de regagner une partie importante de l'électorat salarié du FN. Mais le président de la République a préféré tourner le dos à ses 60 engagements, accepté de répondre aux exigences de la Finance, du Medef et de la Commission européenne, et ouvrir, ainsi, un boulevard à l'extrême-droite.

[1] INSEE Première n° 1399 - Mars 2012 « *Un tissu productif plus concentré qu'il semblait - Nouvelles définitions et nouvelles catégories d'entreprises* ».